



CHAPITRE 19

LOI CONCERNANT LE RECENSEMENT DE LA POPULATION DE LA PROVINCE

1. La présente loi peut être citée sous le titre *Loi* Titre de la loi.
du recensement provincial. 13 Geo. V, c. 23, s. 1.
2. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil Recensement.
d'ordonner, par proclamation, qu'un recensement de la population soit fait:
 - 1° Sur rapport du secrétaire de la province, dans une ou plusieurs localités de la province;
 - 2° Sur demande d'une municipalité formulée par résolution du conseil de telle municipalité, dans les limites de la municipalité. 13 Geo. V, c. 23, s. 2.
3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, lors- Création d'un bureau de recensement, etc.
qu'il ordonne de faire un recensement, créer un bureau appelé "bureau de recensement", composé d'un chef, d'un secrétaire, des recenseurs et des autres employés et commis qu'il désigne, chargés, sous les contrôle et direction du secrétaire de la province, de faire un recensement de la population dans l'un des endroits mentionnés dans l'article 2.
Ces officiers restent en fonction jusqu'à ce que le recensement soit complété, après quoi leur emploi cesse Terme d'office des membres du bureau.
et prend fin. 13 Geo. V, c. 23, s. 3.
4. Le secrétaire de la province établit et prescrit Règles, etc., prescrites par le sec. de la prov.
toutes les règles, instructions et formules qu'il juge à propos, et ces règles, instructions et formules, après leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil et leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, ont force de loi. 13 Geo. V, c. 23, s. 4.
5. Les détails, les renseignements, les moyens à pren- Procédure, comment déterminée.
dre pour les obtenir, les formules à employer, l'époque à laquelle le recensement doit être commencé, le territoire

qu'il doit couvrir (soit une ou plusieurs localités ou une municipalité, suivant le cas), sont déterminés dans la proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil ordonnant le recensement. 13 Geo. V, c. 23, s. 5.

Date du recensement.

6. Le bureau doit commencer à faire le recensement de la population ordonné dans la proclamation, à la date qui y est fixée. 13 Geo. V, c. 23, s. 6.

Division des localités en districts de recensement.

7. Pour les fins d'un recensement de la population dans une ou plusieurs localités de la province, le lieutenant-gouverneur en conseil, par voie de proclamation, divise cette ou ces localités en districts de recensement qui doivent correspondre, autant que possible, avec les districts électoraux. 13 Geo. V, c. 23, s. 7.

Objet du recensement.

8. L'objet du recensement est de constater, avec autant d'exactitude que possible, la population, nominativement et par classe d'âge, de sexe, de couleur, d'état civil, de nationalité, de race, de langue, de degré d'instruction, de culte, de profession ou occupation, avec indication de toutes les personnes décédées dans le cours de l'année, et d'obtenir tous autres renseignements qu'il plaît au lieutenant-gouverneur en conseil d'exiger. 13 Geo. V, c. 23, s. 8.

Renseignements qui doivent être fournis.

9. Les renseignements qui doivent être fournis pour les fins du recensement sont recueillis par les recenseurs suivant les instructions qui leur sont données par le chef du bureau de recensement conformément aux prescriptions édictées par les sections 4 et 5. 13 Geo. V, c. 23, s. 9.

Mode de les recueillir.

10. 1. Les recenseurs, par voie de visite à chaque maison située dans les limites du territoire soumis au recensement et au moyen d'enquêtes personnelles conduites avec soin, doivent se procurer en détail et avec la plus grande exactitude possible, tous les renseignements mentionnés dans les formules mais nul autre, et les y consigner fidèlement.

Attestation du rapport.

2. Chaque rapport doit être attesté sous le serment d'office de celui qui l'a dressé.

Autres pouvoirs des officiers.

3. Les autres pouvoirs, devoirs et fonctions des officiers préposés au recensement sont déterminés par le secrétaire de la province. 13 Geo. V, c. 23, s. 10.

Correction des rapports.

11. Le chef du bureau reçoit tous les rapports, et, après examen, corrige s'il y a lieu, en autant qu'il est possible de le faire et avec le concours de celui qui les a

certifiés, les fautes et inexactitudes qui apparaissent à leur face même; il dresse ensuite un procès-verbal du résultat de l'ensemble des opérations et y fait mention des corrections opérées. Procès-verbal des opérations.

Ce procès-verbal et tous les documents qui ont servi au recensement sont transmis au secrétaire de la province. 13 Geo. V, c. 23, s. 11. Id., transmis au sec. de la prov.

12. Ce procès-verbal et ces documents, dûment attestés par le chef du bureau, sont déposés au bureau des statistiques de Québec ou, dans le cas d'un recensement demandé par une municipalité, sont transmis au secrétaire-trésorier de cette municipalité pour faire partie des archives de la corporation. 13 Geo. V, c. 23, s. 12. Dépôt du procès-verbal et des documents.

13. Les officiers nommés en vertu des dispositions de la présente loi sont tenus, avant d'entrer en fonction, de prêter serment de bien et fidèlement remplir les devoirs qui leur sont assignés et de garder le secret relativement aux renseignements qu'ils sont autorisés à obtenir. 13 Geo. V, c. 23, s. 13. Serment, etc., des officiers.

14. Les traitements et la rémunération de ces officiers sont déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil. 13 Geo. V, c. 23, s. 14. Traitement des officiers.

15. Les dépenses occasionnées par la mise à exécution de la présente loi sont payées, dans le cas prévu par le paragraphe 1^o de l'article 2, sur le fonds consolidé du revenu, après avoir été approuvées par le secrétaire de la province, et, dans celui prévu par le paragraphe 2^o du même article, sur les fonds généraux de la municipalité qui l'a demandé, après avoir été approuvées par l'autorité municipale compétente. 13 Geo. V, c. 23, s. 15. Paiement des dépenses pour la mise à exécution de la loi.

16. Quiconque, faisant partie du bureau de recensement ou étant à son emploi: a) manque en quelque manière aux devoirs qui lui sont assignés, ou b) fait volontairement une fausse déclaration dans l'exécution de ces devoirs, ou c) obtient ou cherche à obtenir, dans l'accomplissement de ses fonctions, des renseignements qu'il n'est pas autorisé à obtenir, ou d) manque au secret auquel il est tenu, commet une infraction à la présente loi et est passible d'une amende de pas moins de vingt-cinq et de pas plus de cent dollars et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas quinze jours. 13 Geo. V, c. 23, s. 16. Infractions de la part des employés du bureau, et pénalité.

Pénalités encourues par les personnes refusant de répondre, etc.

17. Quiconque entrave l'un des employés du bureau de recensement dans l'exercice de ses devoirs ou refuse ou néglige, sans excuse légitime de répondre aux questions qui lui sont posées, ou de communiquer à cet employé la teneur de documents en sa possession et dont la connaissance peut être utile pour les fins du recensement, et quiconque se dérobe aux questions des personnes chargées de recueillir les renseignements, ou fait sciemment une fausse déclaration en réponse aux questions posées, est coupable d'une infraction à la présente loi et passible d'une amende de pas moins de cinquante et de pas plus de cent cinquante dollars et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois. 13 Geo. V, c. 23, s. 17.

Recouvrement des pénalités.

18. Les pénalités ci-dessus édictées sont recouvrées en vertu de la Loi des convictions sommaires de Québec, (chap. 165) à la poursuite de tout officier ou employé du bureau de recensement ou du procureur général. 13 Geo. V, c. 23, s. 18.

Exécution de la loi.

19. Le secrétaire de la province est chargé de l'exécution de la présente loi. 13 Geo. V, c. 23, s. 19.

Droits sauvegardés.

20. La présente loi n'affecte pas les pouvoirs possédés par les municipalités en vertu de leurs chartes de faire elles-mêmes un recensement. 13 Geo. V, c. 23, s. 20.
